

milliards de dollars aux activités agricoles depuis septembre 1984, et nous étudions maintenant sérieusement les dernières propositions concernant une augmentation des prix intérieurs du blé, une aide directe aux agriculteurs ou des paiements de stabilisation pour l'année agricole 1986-1987, des mécanismes devant assurer que la politique du double tarif du blé continue de refléter les parts historiques du marché des régions et que la position des fabricants de produits dérivé du blé demeure concurrentielle. Mais nos moyens sont très limités de ce côté de la frontière. Les États-Unis et la communauté européenne peuvent nous surpasser facilement en matière de dépenses, même si nous n'avions pas à supporter le déficit. Si, à l'avenir, la politique alimentaire mondiale est de verser des subventions, le Canada aura de sérieux problèmes; si elle est fondée sur l'efficacité, l'agriculture pourra redevenir le principal soutien de l'économie canadienne.

La question devient donc: comment éliminer les subventions et favoriser l'efficacité. Une autre question fondamentale se pose alors: que faisons-nous entre-temps? En ce qui le concerne, le gouvernement essaie d'y répondre, comme le fait la Canadian Cattlemen's Association dans le cas des subventions du boeuf danois et irlandais. Mais les mesures provisoires les plus efficaces sont celles qui visent un objectif final - et notre objectif doit être de ramener les produits agricoles au rang commercial, en supprimant les subventions et en favorisant l'efficacité naturelle.

Laissez-moi situer ce défi dans son contexte.

La politique en vigueur n'est pas toujours méthodique ou cohérente. C'est pourquoi elle frustre parfois les esprits parfaitement logiques comme les éleveurs de bétail ou les commentateurs.

Aujourd'hui, je n'essaierai pas d'analyser la raison pour laquelle la sagesse conventionnelle qui était mise à l'égard de la politique est en train de changer. Mais, comme c'est nous qui décidons de quelle manière nous devons faire face à la crise du commerce agricole, il est utile de prendre note des changements d'opinion et de pratiques qui surviennent dans le monde.

L'attitude concernant le rôle des gouvernements change. En général, à la fin des années 1980, les gouvernements se retirent des entreprises auxquelles on les encourageait à participer, au cours des années 1970. D'importants programmes de privatisation sont en cours au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France, pour ne citer que quelques pays. Cela est une indication importante que l'attitude du public change à l'étranger.